

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture
Direction de l'Action Locale
Bureau des Procédures Environnementales
N ° 2013-0958

**Arrêté préfectoral de mise en demeure
Coopérative Agricole Lorraine à Ecrouves**

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8 R. 512-9 ;

VU l'arrêté préfectoral 2002-237 du 26 juin 2002 autorisant la COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE à exploiter des installations de stockage d'engrais sur le territoire de la commune d'ECROUVES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire 2009-641 du 16 octobre 2009 imposant à la COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE des mesures de maîtrise des risques et la révision de l'étude de dangers de son établissement d'ECROUVES ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PaD/NW/906/2013 en date du 25 novembre 2013 ;

CONSIDERANT que l'article 3 de l'arrêté préfectoral 2009-641 du 16 octobre 2009 exigeait la révision quinquennale de l'étude de dangers de l'établissement exploité par la COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE à ECROUVES, classé SEVESO seuil haut, pour le 2 juin 2013 au plus tard ;

CONSIDERANT que lors de la visite de contrôle de l'établissement exploité par la COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE à ECROUVES effectuée par l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine le 8 novembre 2013, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'étude de dangers révisée de son établissement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1 – : Objet et portée du présent arrêté

La COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE, dont le siège social est situé 5 rue de la Vologne à LAXOU (54520), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral 2009-641 du 16 octobre 2009 pour ses installations de stockage d'engrais exploitées sur le territoire de la commune d'ECROUVES.

Pour ce faire, l'exploitant désigné ci-dessus remettra au Préfet et à l'inspection des installations classées, **dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification de la présente injonction préfectorale**, la révision quinquennale de l'étude de dangers de l'établissement.

ARTICLE 2 –

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 –

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 -

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur de la société COOPERATIVE AGRICOLE LORRAINE

et dont une copie sera adressée à :

- M. l'inspecteur des installations classées.

NANCY le 06 DEC. 2013

Le préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY